

api

**INFORMATIONS
REGIONALES
HEBDO**

n° 70 / du 3 au 10 avril

dir. B.Lambert

3,50F

**L'ARMEE DRAGUE LES JEUNES:
FIASCO !**





Hier, devant la centrale nucléaire de Three Mile

DEPECHE A.P.L. : L'AGGLOMERATION NANTAISE, SITUEE SOUS LES COURANTS DOMINANTS DU GULF-STREAM, POURRAIT ETRE BIENTOT CONTAMINEE PAR LES FUTES DE GAZ RADIO-ACTIF DE LA CENTRALE DE THREE-MILE (PENNSYLVANIE) LE PREFET DE REGION COUZIER A AUSSITOT DECLENCHE LE PLAN "ORSEC-RAD" ET ON ENVISAGE DANS UN DELAI RAPPROCHE L'EVACUATION DES POPULATIONS EXPOSEES. LES AUTORITES DECLARENT "TENIR POUR LE MOMENT LA SITUATION BIEN EN MAIN ".

AALERTE



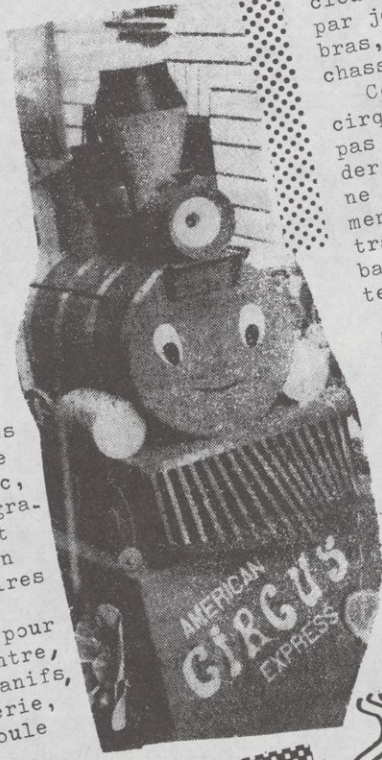
ITINERAIRE FESTIF



La Mi-Carême, c'est sacré : 4 jours annuels de "fiesta" où le "bon peuple nantais" a le droit d'investir le centre nantais. A y voir, c'est vrai qu'il y a plus de monde qu'aux manifs. L'ambiance est plutôt colorée : frites, merguez, ballons, masques, matraques et confetis-serpentins... Foules bonenfant : les gosses piaillent, madame les surveillent, môssieur s'intéresse aux merguez-frites et aux buvettes.

La mi-carême, c'est aussi et surtout une juteuse opération commerciale. Le défilé est précédé d'une bruyante caravane publicitaire qui a son succès auprès des amateurs publicitaires, la régie des tabacs, les oranges du Maroc, les bonbons... Chacun trouve à grappiller, les malchanceux peuvent toujours se rabattre sur un bon paquet de dépliant publicitaires sur papier glacé.

Et entre les deux défilés, pour les petits commerçants du centre, victimes toute l'année des manifs, la programmation d'une braderie, celle qui attire toute la foule nantaise.



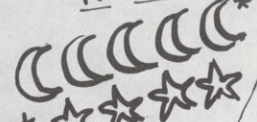
Et nous dans tout ça? On y est venu un peu par hasard. La première impression, c'est quand même une immense tristesse. Pas de tête connue ; le public, c'est pas celui de cette grande masse silencieuse (peuple travailleur, 8 H. par jour, deux mômes sur les bras, soirées devant la télé, chasse et pêche le week-end).

Cette année, le thème est le cirque et ses clowns. On ne peut pas dire que ça contribue à dérider l'atmosphère; la gueule moyenne est plus proche de l'enterrement que de la fête. Les seuls à trancher un peu, ce sont quelques bandes de lycéens maquillés, éternelles blouses blanches avec graffitis variés...

La nouveauté, cette année, des matraques en plastic de 50 à 60 cm, sans doute destinées à remplacer le traditionnel fusil pour les 10-15ans (le HICK-CARTER) Les boutiquiers ont fait fortune avec ce truc.

Alors, quel rôle social que cette pseudo-fête? Autrefois, une fonction sacrée au coeur du carême me... Aujourd'hui, la canalisation de la violence et des frustrations au profit du ridicule et du consommatoire. La fête est morte, mort à la fête faut-il crier! Ah! Carquefou, mon amour...*

M. Blanc-Chaud



CROSS EN L'AIR

Communiqué déposé dans le plus grand secret aux locaux de la Rédaction APL.

L'armée avait la prétention d'offrir à notre belle jeunesse un éventail de ses activités, de la vie dans les casernes, par l'intermédiaire du sport, bon élément de propagande, comme on sait.

L'opération "relations publiques" démarrait le samedi 24 mars par un rallye cyclo, entre Nantes et Sucé avec des épreuves en tout genre à chaque étape.

Une participation civile et militaire de toute façon experte en camouflage. Discrets qu'ils étaient... en plus, ils ont dû errer quelque peu dans la campagne boueuse à la recherche d'un fléchage bleu-armée envolé dans la nuit de vendre

Nous **cRDp**

CO mité POUR La réimplantation de la poissonerie
revendiquons la marée rouge de la PISCINE

leo lagrange • QUE les MILITAIRES
se Vautrent dans le SANG de Leurs victimes.

ROUGET de LISLE (gloriette)

MAREE ROUGE

Les anti-nucléaires nantais on s'en souvient, préféraient l'herbe sauvage des prairies du Pellerin à celle, mieux peignée, du Stade Marcel Saupin. Et ils avaient maculé la sportive pelouse de grandes lettres blanches : "NUCLEAIRE NON" à la veille d'un mémorable Nantes-Saint Etienne.

Autres "pollueurs", autre couleur ; c'est à la piscine Léo Lagrange que des "vandales" s'en sont pris lundi dernier.

A la veille du grand barbota ge "armée- Jeunesse", ils ont répan

du fuel et peinture rouge dans les bassins du "grand cloaque de chlore allongé d'un peu d'eau qui sert ordinairement aux clapotis scolaires et familiaux" (Libération - jeudi 29 mars).

Face à la marée rouge, l'armée a jeté l'éponge. Mais, "ce n'est que partie remise, les coupes et médailles et lots sont toujours là, prêts à récompenser les meilleurs comme promis" (Ouest-France Jeudi).

Le petit bidon de peinture annonçait le grand bide de vendredi soir.



TOUS EN COURSE !

Le Big-Band de la 3ème Région Militaire n'aura pas pu donner la mesure de son indéniable talent. A peine sortie des cars, la section rythmique assurait méchamment pour soutenir inconditionnellement les cuivres qui attaquaient sur un vieux "standard" : "Tiens, t'auras du boudin".

En fait de boudins, la foule nombreuse (environ 200) qui, aux premiers riffs endiablés de nos piou-piou se lançait dans une folle farandole n'a eu droit qu'aux coups de boudins caoutchoutés du service d'ordre du concert.

Une fois de plus, les concerts organisés par KCP dégénèrent... devra-t-on les interdire dans le centre des villes ?

D.R.



De la cathédrale à la Place Louis XVI, en avant-marche : on suit les képis. Cours Saint Pierre c'est la foire et les forains râlent, inquiets sans doute pour leur matériel : "quand même, ils auraient pu faire ça ailleurs, la Mairie sait bien qu'on est là !"

La fanfare retrouve alors son vieux rythme trépidant repris par un concert couinant de balons de baudruche.

Un gégène (général) et des colons (colonels) rabougris arrivent, la mine grise devant le comité d'accueil peu respectueux. Per-

SPORT • ARMÉE • JEUNESSE



sonne pour les salamalec de rigueur à part quelques familles d'engagés et des fossiles du Cours.

On attend, avec des quolibets des sifflets, des rires.. Puis, soudain, les flics s'énervent et nous repoussent vers les trottoirs : "tirez-vous maintenant. Tu vas courir toi, on t'a dit de foutre le camp". Il s'agit de créer le passage pour la course. Mais ce n'est pas facile. Alors, ça charge... Eternés qu'ils sont les gendarmes.

Après la charge, le groupe de manifestants est bien éclaté. On se regroupe ça et là. Quelques uns essaient de bloquer le départ de la course en courant en zig-zag. Mais les cross-men partent tout de même.

La place Louis 16 reste dans le noir, celui de la nuit et celui des flics qui rechargent de temps à autre les groupes au bord de la place.

Certains manifestants partent à la recherche des coureurs. En voici un retrouvé place du Pilon. Son rythme soutenu est soudain rompu car le voilà entouré et stopé. Demandes d'explications sur sa participation... pas très causant notre homme et plutôt angoissé. Il est relâché dès lors qu'arrive la méharie militaire.

Regrets de manifestants. Par petits groupes de 20 à 30, on aurait pu bloquer la course, à condition de suivre le parcours, et d'être prêts pour cela. Avec par exemple : confettis, farine et autres produits diaboliques complètement incompatibles avec le kaki.

Mais à la fin du mois, le jeu contre les grandes manoeuvres sera plus difficile. Ils seront 16 000 bidasses en Loire-Atlantique et Vendée... Alors, à vos marques!

Cri-Ni-Fi et Marco-Polo



Pourquoi que tu portes une casserole sur la tête ?

Parce que la casserole sur la tête est le dernier rempart de la société libérale.

CONVOQUÉE...

Une dame et son fils coincé entre la foire des officiels et les manifestants. Arrive la fille en survêtement qui confie son écharpe à Maman avant d'aller s'échauffer.

On demande à la dame : "ça vous gêne pas que votre fille soit figurante dans une pub' pour l'armée ?" "- Oh, vous savez, elle a 14 ans, elle n'est pas au courant". "- Justement, c'est à cet âge-là que les esprits sont les plus maléables...", c'est pas moi qui le dit, c'est un général lors de la suppression des sursis (loi Debré). "- On n'était pas au courant, elle fait du sport, elle a été convoquée, elle est venue".

POLICE URBAINE en difficulté

Un flic tout seul gesticule avec sa matraque et s'avance en gueulant pour impressionner. Il n'a pas l'air si à l'aise qu'il voudrait bien le laisser paraître, il se retrouve face à trois manifestants qui arrêtent de fuir regardant, puis finalement se mettent à le courser...

Après une charge confuse où courent ensemble les sportifs-relayeurs, les manifestants et les sportifs en gabardine, képi et chaussettes à clous, le même flic se retrouve coupé de ses arrières ; un manifestant se tient à distance suffisante pour demander : "T'as pas peur d'être tout seul ?" "Non!" rugit la force de l'ordre. Le manifestant arrête de galoper et ramasse des beaux cailloux et là, ça change pas. Une porte cochère qui passait par la fit la providence du sergent de ville qui attend sagement ses copains galopeurs.

LA RUE EST A NOUS



Vendredi soir, le 30 mars, une manifestation de nuit était appelée par les différents groupes femmes et des individuelles de Nantes: Manif de solidarité avec les femmes iraniennes, mais aussi, comme le disait le tract d'appel, manif contre "la grande braderie internationale des femmes".

- Ils nous sabrent: 30 millions de mutilées sexuelles - infibulations, excisions, viols.
- Ils nous soldent sur le marché du travail: Dernières embauchées premières licenciées.
- ils nous vendent par la prostitution: mieux aseptisées, mieux emballées, plus rentables dans les maisons closes.
- ils achètent nos corps: meilleur rapport qualité-prix au rayon mère de famille. »

A 20h, Place Delorme: les femmes arrivent par petits groupes, qq. maquillages; des masques, des torches sont distribuées.



tend à faire croire à l'opinion publique que les interdictions faites aux femmes sont nées avec la révolution islamique et qu'elles n'existaient pas sous le régime du Chah.

Tout ceci finalement après quelques explications de part et d'autre, s'est terminé sans agressivité et avec pas mal de points d'accord.

Le temps de voir passer les coureurs de sports "armés jeunesse", les torches s'allument, et la manif démarre: il est 8h et pendant 1h 1/2 environ 300 femmes, étonnées et joyeuses d'être si nombreuses, et quelques hommes vont occuper le centre ville, avec lampions, torches, percussions, casseroles.

Des slogans très divers sont repris, montrant que par cette première manifestation de nuit, nous voulions non seulement soutenir les femmes iraniennes:

- "Solidarité internationale avec les femmes iraniennes"
- "Pour la révolution elles se sont battues, elles en sont exclues"

mais aussi dénoncer le viol et les agressions:

- sifflées, draguées, violées, ras le bol"

les sex-shop, et autres cinés pornos:

- à bas l'état porno, à bas l'état maquereau "

petit arrêt devant l'Ariel, qui, toutes lumières éteintes essayait de se faire le plus discret possible et s'en tira finalement à bon compte avec quelques affiches arrachées et un nouveau slogan publicitaire "Quand Ariel s'en va, la saleté s'en va".

Après un arrêt d'un quart d'heure, Place Graslin, bloquant la circulation, la dissolution était prononcée Place Delorme. En avait visiblement pas envie de se quitter et la manif s'est terminée par une grande farandole au son d'un accordéon.

Après la dissolution, des petits groupes de femmes se sont éparpillés dans le centre ville et ses troquets. Un groupe plus important (une quarantaine) s'est retrouvé devant le cinéma Racine, jusque là épargné. Au programme: "Lèvres brûlantes" et "La grande culbute". On a recommencé: slogans, blocage de la circulation, danse et accordéon, tout cela malgré la présence à quelques mètres de 2 cars de flics.

Tout le monde s'est finalement séparé vers 10h 30 en chantant: "ce n'est qu'un au revoir, mes soeurs!!"

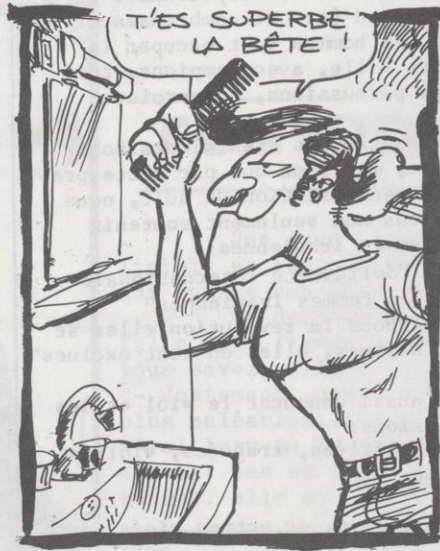
Fabienne - Claire



Une discussion s'engage avec un groupe d'iraniens et iraniennes, pas d'accord avec la manifestation. Argument déjà entendu: "bien sûr, vous avez raison sur un certain nombre de points. Nous d'ailleurs, nous ne défendons pas spécialement la révolution islamique." "Mais la priorité est actuellement la révolution. Les informations qui vous parviennent sur la situation des femmes iraniennes sont parcellaires et orientées". "La campagne de solidarité avec les femmes iraniennes

Raoul Mattechot:

"petit score pour la bête"





Il paraît qu'il n'était pas clairement dit qu'il s'agissait d'une manif de femmes. Le tract d'appel disait quand même :

"nous appelons toutes les femmes à une manif le 30 Mars à 20H place Delorme" et était signé par les groupes femmes.

Cela a semblé clair à des tas de mecs que l'on sait solidaires de nos luttes et de nos revendications et qui hier se sont abstenus d'être présents ou se sont contentés d'être

tre spectateurs-sympathisants sur le parcours de la manif.

Par contre, ce n'était sans doute pas évident pour ceux qui nous suivaient : certains étaient présents, mais suffisamment discrets pour qu'on accepte et oublie leur présence en fin de manif. On peut simplement leur demander de quelle manière ils peuvent reprendre en compte des slogans comme "ras-le-viol" et "draguées, sifflées, violées, ras-le-bol". Chercheraient-ils, par hasard, à se faire accorder le label de féminisme ?

D'autres par contre ont saisi la première occasion pour monter en première ligne. Arrachage des affiches à Ariel, alors qu'un groupe de femmes en avait pris l'initiative et s'en chargeait très bien. Dévoilement des slogans devant le Racine : "à bas l'Etat porno" devenant "à bas l'Etat" etc...

Ils n'ont visiblement pas supporté l'intervention des femmes les priant de leur laisser l'initiative des événements. Ces hommes soit-

disant solidaires de nos luttes, sont devenus tout d'un coup très agressifs :

On faisait du "sexisme à l'envers", le "S.O. des femmes devenait digne de celui de la CGT", "les manifs n'appartiennent à personne" "il est interdit d'interdire" etc... avec menaces à l'appui. Ils se réservent le droit, paraît-il de faire des manifs anti-femmes.

Comportement minoritaire bien sûr, mais représentant le point extrême de la logique des mecs présents à une manifestation de femmes et n'en acceptant pas la non-mixité

Preuve est donc faite qu'il ne suffit pas qu'on en ait envie pour que les mecs nous laissent manifester entre nous et sur nos propres mots d'ordre.

La prochaine fois, comment faudra-t-il mettre les points sur les i ?

Martine, Fabienne, Anne-Marie, Claire, Françoise.



fin de manif au troquet

4 copines se retrouvent après la manif pour aller boire un pot au café du théâtre rue Scribe.

Accueil peu chaleureux: forcé-ment, on a sans aucun doute des têtes à revenir de la manif. Des réflexions fusent des tables voisines, du serveur et du patron, vers nous et un autre groupe de femmes qui arrivent.

Ras-le-bol, on s'en va.

Hélas, l'une de nous a oublié son écharpe au troquet. Alors on y retourne. Ils l'ont planquée et ne veulent pas la rendre. On a alors droit à tout un festival d'injures et d'allusions entre autres à la chirurgie esthétique. Des copains



arrivent à ce moment là: le patron leur dit que s'ils nous connaissent ils peuvent se casser. Pas de problème, les femmes en mouvement ça les dérange.

Catherine, Denise.

Nicole Helene



AVORTEMENT

LES FEMMES DECIDENT

Avant le revote de la loi Veil, le collectif sur l'avortement s'est constitué à Nantes sur la base des revendications suivantes :

- abrogation de la loi de 1920 - Le fait qu'une loi qui traite d'une liberté des femmes figure au code pénal, est une atteinte à la dignité de la personne. C'est sur le code de la santé que doit figurer l'I.V.G.
- Avortement libre et remboursé pour toutes y compris les mineures et les étrangères.
- suppression des délais d'attente et de la limite à douze semaines.
- suppression de l'obligation de l'entretien : le caractère dissuasif et restrictif de la loi est une entrave au libre choix des femmes.
- possibilité de pratiquer des IVG ainsi que de développer l'information sur la contraception et la sexualité dans tous les lieux de santé publique (dispensaires, centres de soins, quartiers etc.) avec un contrôle des intéressées et parallèlement développement du programme public de recherches scientifiques pour des méthodes

contraceptives pour les hommes et pour les femmes, sous leur contrôle.

- Choix de l'anesthésie ou non pour les femmes.
- Contre l'utilisation de la clause de conscience empêchant le service public de santé de remplir son rôle.

POUR ENGAGER L'ACTION SUR CES BASES nous appelons à un MEETING le MARDI 3 AVRIL à 18 Heures à la bourse du Travail (rue A. Le-loup)

COLLECTIF NANTAIS pour l'AVORTEMENT et la CONTRACEPTION LIBRES et REMBOURSES.

- MOUVEMENT NANTAIS pour le PLANING FAMILIAL.
- CHOISIR
- LIGUE DES DROITS DE L'HOMME.
- GROUPES FEMMES : Maternité, Nantes Nord, Nantes Est, Nantes Centre, Etudiantes
- SYNDICAT DE LA MEDECINE GENERALE.
- C.S.F.
- C.S.C.V.
- S.G.E.N.

NUCLEAIRE

il nous faut des morts



SFEN

Vendredi soir, Maison des Ingénieurs, 24 rue Crébillon à Nantes Réunion d'information; le thème particulièrement d'actualité "La Sureté et le Nucléaire" a attiré environ 80 personnes dans une petite salle au premier étage. Il faut dire que la Société Française pour l'Energie Nucléaire trie son public: il faut des cartes d'invitation. Je me suis débrouillé pour aller y faire un tour. Monsieur Pronost, Ingénieur principal du génie maritime, membre de la SFEN, va dégeuler pendant une heure son baratin. 17 ans au service du nucléaire, c'est évident ça vous abime son homme.

Présentation de la SFEN, tout d'abord, "une société à but scientifique" qui n'aime pas intervenir dans la presse car elle est apolitique. L'assistance écoute, bouche bée. Ingénieurs à la retraite pour la plupart, la moyenne d'âge est respectable. Mis à part 7 ou 8 chevelus arrivés là par hasard, le port de la cravate et du costume gris est de rigueur. Pour notre brillant orateur pas de quoi s'inquiéter. Une série d'invitations envoyées dans les établissements scolaires n'a visiblement pas suscité l'enthousiasme parmi les enseignants. Commence la séance et passent les diapositives, rapides. M. Pronost est un homme énergique. De toute façon, pourquoi un exposé puisque nous sommes les plus sûrs, les meilleurs. Les organigrammes défilent les chiffres s'alignent. On parle probabilité par ci, risque par là. "Bien sûr, il y a un petit ^{risque} de fuite en particulier au niveau des presses-étoupe. Il n'est pas possible dans une industrie d'arriver à une probabilité d'accident rigoureusement nulle. En particulier dans les centrales nucléaires de grande taille il n'est pas possible de garantir une étanchéité absolue"... ce qu'il faut, c'est rendre cette probabilité acceptable." On apprend aussi qu'aux USA on utilise 4 barrières de protec

tion autour du réacteur, mais qu'en France on en utilise que 3 car ça coûte trop cher, et puis... on est sûrs de nous.

Discours de technocrate, tout est chiffré, quantifié. Pas de place à l'erreur...ou si peu.

"Être à côté d'une centrale, ce n'est pas dangereux. On est 1200 fois plus irradié par un verre de whisky que par des déchets radio-actifs éliminés d'une centrale. Enfin pour ma part je bois du bourbon, c'est

moins irradiant" Le vin rouge, ça on ne saura jamais... Et puis on repart, rem par ci, mili rem par là. Et des grands tas de commissions de contrôle. Mais jamais on ne mentionnera que les services de sureté dont on nous vante aujourd'hui les mérites, ont émis des réserves quant à la centrale du Pellerin. (cf O.F. du 3,4 Fev. 79 déclaration de M. Boiteux)

Un doute plane sur l'assemblée. Les accidents n'arriveront jamais, bien sûr, puisqu'on nous le dit. Mais dans la tête de ces braves gens, trotte la centrale de Three Mile. Vous savez, celle qui a eu une petite fuite. Oh, ce n'est pas grave, mais on évacue les femmes enceintes et les enfants dans un rayon de 8Km. Comme le Pellerin, elle se trouve dans une région à forte densité de population: 950 000 personnes sous le nuage radioactif. On ne sait pas trop où les mettre si on les sort de chez eux.

L'assemblée s'inquiète: "Personnellement, je suis convaincu qu'il faut passer à l'énergie nucléaire, indique un auditeur, mais je voudrais savoir, pour les populations..." Notre pantin s'enerve, la question lui déplaît: "Oui! c'est un réacteur

PWR comme au Pellerin, mais ce n'est pas la même marque. Nous, nous utilisons des Westinghouse, c'est du sérieux. De toute façon la presse ne raconte que des mensonges. J'ai téléphoné ce matin au CEA et ce n'est pas comme ils le disent que ça s'est passé. C'est de la faute d'un ouvrier. Des incidents, il y en aura toujours. Mais tout est prévu pour y faire face.

Tout, mais dans la centrale US, il y a bien quelque chose qui n'a pas marché.

"Les Américains sont des grands benêts, tenus par les écologistes. La Presse est un tissu de mensonges.

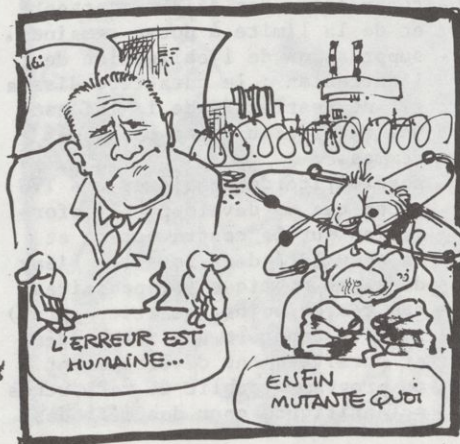
Les journalistes sont incapables de traduire correctement les dépêches AFP qui leurs arrivent en anglais. Les papiers sont malaxés dans un but politique. Nous nous ne faisons pas de politique."

On ne parle pas de la page de pub payée par EDF dans Presse Océan et le Courrier de Paimboeuf.

M. Pronost ne répondra jamais au sujet des risques encourus par les populations. Il ne peut pas, il n'a pas de chiffres. Si la population a peur c'est que les gens sont "bêtes et stupides". "Je ne sais pas quoi faire pour qu'ils comprennent. Tout le monde est contre EDF, y compris les Bulletins Municipaux."

On élimine rapidement une ou deux autres questions embarrassantes, et finalement M. Pronost conclut: "C'est une bonne chose que l'accident arrive. Il faut des morts pour qu'on puisse les quantifier." La soirée est terminée, on rentre en se disant que si ça saute au Pellerin eh bien on aura des chiffres.

Si vous voulez aller voir, la prochaine conférence aura lieu le 28 mai au Neptune, avec d'importants personnages d'EDF.



LA CIVELLE AU PELLERIN

Une des activités de la Commune du Pellerin est la pêche et plus spécialement la pêche à la civelle.

A se promener dans les petits cafés du Quai, au Pellerin, on croirait les pêcheurs favorables à la centrale nucléaire: "Ca réchauffera la Loire dans les mauvais jours d'hiver"!

Alors nous avons cherché à en savoir davantage sur cette activité la pêche à la civelle et sur les conditions nécessaires à une telle activité. Nous avons pour cela rencontré des pêcheurs.

interview

Q.: - Dans quelles conditions se pêchent la civelle? Pourquoi y en a-t-il au Pellerin?

A la fin de l'été, l'eau de la Loire est polluée au point qu'un bouchon se forme entre St. Nazaire et Nantes. Et il faut une grande quantité de pluies pour chasser cette eau impropre. Se sont les pluies d'automne qui vont nettoyer ce bouchon. Les civelles sont apportées par les courants. Elles se pêchent vers la fin de l'automne et jusqu'au printemps (fin mars, début avril). La température nécessaire à la meilleure pêche est de 5 - 6°. Dans les bons froids d'hiver, l'eau se refroidit et la civelle "se coule au fond de l'eau pour remonter aux meilleurs jours. Aux grandes marées la civelle remonte jusqu'à Thouaré. Si il n'y avait pas la civelle, les pêcheurs ne pourraient plus vivre au Pellerin parce que les autres poissons disparaissent peu à peu. L'anguille est le dernier des poissons à vivre dans les eaux sales parce que ça mange n'importe quoi et que c'est très vorace.

Les civelles vivent dans l'eau marécageuse. Elles arrivent en paquet. Lorsqu'on les pêche, elles ont 3 ou 4 ans. Elles réparent plus tard, sous la forme d'anguilles, vers la mer des Sargasses où elles pondent et meurent.



Q.: - Qui pêche au Pellerin? Et avec quel matériel?

Jusque là, pour aller à la pêche à la civelle, il y avait surtout des bateaux à moteur de 25 chevaux. Maintenant, pour cette course à la civelle il y a des pêcheurs qui sont équipés avec des moteurs de 100 chevaux. C'est la vraie compétition. Dans le temps chacun prenait son tour. Maintenant c'est la civelle qui fait vivre les pêcheurs. Cette année, le pêcheur la vend 34,00 F le kilo au vivier. La civelle rapporte tant qu'au point où on est rendu, si ça continue comme ça, on va faire crever l'espèce.

Du Pellerin même, il y a 25 ou 30 professionnels. Mais il y en a au moins 100 lors de la pêche à la civelle et 400 entre St. Nazaire et Thouaré. Ils viennent de Noirmoutier, St. Gilles, Croix de Vie, Les Sables d'Olonne, Pornic, Vannes, St. Nazaire... etc. Un bon nombre d'amateurs, par centaines, se joignent à ces professionnels. Ils n'ont pas les mêmes possibilités. Ils pêchent le plus souvent du bord avec des filets plus petits (60 cm). Ils

payent une licence 110 F. (150 F pour les prof.) et ils n'ont pas le droit de revendre leur pêche. Les viviers n'ont pas le droit de leur acheter non plus.

En Bretagne, cette année, il y a plus de civelles que d'habitude, (dans les estuaires), et avec leurs bateaux bien équipés, certains peuvent aller pêcher très loin de leur port d'attache.

Q.: - Est-ce que cette activité de la pêche est une activité économique intéressante pour le commerce

Il y a quelques années, les gars de Noirmoutier par exemple, louaient sur le Pellerin pendant 5 mois de civelles, mais maintenant c'est bien plus fréquents de les voir en caravanes. D'autant plus qu'ils sont plus libres ainsi pour choisir les coins de pêche. Ils gagnent gros à la pêche mais ils ne s'en pensent guère.

Il me semble que pour les petits commerces c'est intéressant, il y a des cafés qui ont des dérogations spéciales en fonction des heures de marées. C'est intéressant pour les petits commerces du quai. A l'arrivée, c'est la ruée.

Q.: - Par quelle quantité se pêche la civelle? Et qu'en fait-on?

Ce sont des tonnes de civelles qui sont vendues aux 3 viviers qui se partagent la pêche au Pellerin. Les viviers se partagent au moins 1 t ou 2 t toutes les nuits. Bien des "pro" rapportent leurs 100 kg. Les amateurs quant à eux, rapportent plusieurs kgs chaque fois, normalement pour leur propre consommation.

La civelle sert exclusivement à la consommation. On parle beaucoup d'élevage mais je crois surtout que ça consiste à les faire grossir pour obtenir plus cher à la vente. Bien qu'il doit effectivement y avoir un peu d'élevage. Certains disent que la civelle morte sert à la fabrication de la colle, mais je crois que c'est totalement faux; il y a une usine près de Rochefort spécialisée

dans la cuisson des civelles mortes et c'est souvent ces civelles là que l'on retrouve, cuites, en vente sur les marchés.

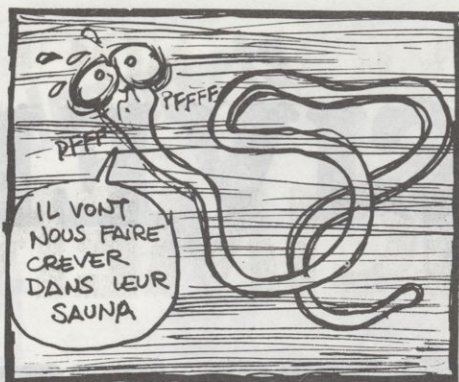
Les civelles partent du Pellerin soit en caisses de polystyrène dans la glace et pas trop entassée pour qu'il en meure le moins possible (se sont les camions les moins équipés), soit en camion-vivier, se sont des grands camions réfrigérés. Les camions partent en général vers l'Espagne. Il partent aussi presque tous les jours des avions-viviers de Chateau-Bougon à destination du Japon.

Le Mexique quant à lui est un gros importateur de civelles mortes.

Il y a un véritable trafic de la civelle. A tel point que quand elle ne se vend plus assez chère, elles seraient stockées dans les viviers quelques jours pour faire grimper les cours.

En Espagne à Noël, la civelle se vendait 220 F le kilo (le caviar à côté...!)

Q.: - Quelles seraient les conséquences de la Centrale Nucléaire pour la pêche à la civelle?



La Centrale réchaufferait effectivement l'eau de la Loire, or pendant l'hiver cela peut être intéressant en particulier lors des grands froids. Et cela éviterait les 15 jours d'arrêt de la pêche dû au refroidissement de l'eau.

Et pourtant il est facile de comprendre que l'été, l'eau serait également réchauffée de quelques degrés par la centrale alors que la température de l'eau est déjà plus élevée par la saison. Ce qui entraînerait un manque d'oxygène très grave pour le poisson de toutes espèces.

Dans de telles conditions le poisson ne peut que crever ainsi que le plancton.

A Cordemais, il y a quelques années, le poisson a été si bien attiré par la centrale, qu'ils ont trouvé 10 kgs d'alvins de crevettes qui obstruaient l'entrée du circuit d'eau. Ils ont eu bien des difficultés à pallier ce problème.

A Cheviré, le problème est différent car les alvins de poissons ne descendent pas si loin. Mais avant de se poser le problème du réchauffement des eaux par une quelconque centrale thermique, il faut considérer le véritable "ratissage" de la civelle qui se produit tous les ans à la saison.

Et alors on se rend compte de la dépendance économique des pêcheurs vis à vis des acheteurs ("trifiants", plus ou moins, "trafiants" plus ou moins) de civelles, presque comparable à celles des agriculteurs vis à vis du crédit agricole.

Mais nous essayerons de poursuivre sur ce thème là dans un prochain numéro.

... M. N. S. ...

Presqu'île Guérandaise : CAMPING SUPPRIME ?

Dans la Presqu'île guérandaise après de longs mois d'incertitude et d'inquiétude, on arbore à nouveau un demi-sourire. Non pas que la bagarre autour du projet de camping de Kervénel soit définitivement gagnée, mais parce que des points importants viennent d'être marqués.

Rappelons rapidement de quoi il s'agissait (cf. APL N°58) Sur la commune de St Molf en 1973, un promoteur (Mr Théry) achète 12ha 50 de terres qu'il va laisser en friches pendant 5 ans jusqu'au mois d'Octobre 78, date à laquelle il veut livrer sa parcelle à la société ERASOL aux fins d'y installer un camping de luxe de 500 places.

Aussitôt, les agriculteurs réagissent, attaquant simultanément la mairie de St Molf et la DDE sur la base de l'incohérence du projet, et de son incompatibilité avec le développement de l'agriculture. Un premier répit est accordé par la DDE en décembre 78, avec un refus temporaire du projet et la mise en place d'une structure de concertation pour

étudier un aménagement d'une zone de 60 ha sur Kervénel. La commune de la Turballe est désormais concernée.

L'argumentation des paysans va alors consister à montrer la contradiction entre le SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) qui classe tout ce secteur en zone agricole forte et le projet de camping. La détermination des paysans surprend aussi bien Théry que Rabreau (le suppléant de Guichard) sans compter qu'au niveau de la DDE, l'élaboration du P.O.S nécessite de prendre en compte l'argumentation des paysans à partir du SDAU.



Les élus locaux et les techniciens de l'Equipement sont donc dans une impasse... Rabreau, rencontré le 5 février 79 reconnaît lui-même que l'argumentation basée sur le SDAU constitue une donnée solide et officielle.

Aussi ce n'est qu'avec demi-surprise qu'on a appris la récente décision de la Commission P.O.S de la Turballe, refusant le projet de Kervénel et reconvertissant la zone comme "non constructible". Du côté de St MOLF, l'affaire est toujours en délibéré, mais il semble bien que l'on s'achemine vers une solution identique.

C'est donc une demi-victoire que remportent les paysans, car si le projet est en voie de disparition, il n'en demeure pas moins que... Théry est toujours propriétaire, et surtout, que les terres sont toujours en friches.

La question qui se pose maintenant est celle de la réutilisation des terres en friches. Pour certain il faut épuiser l'arsenal juridique qui existe. Mais cette législation est bien longue, et surtout incertaine quant à ses résultats, disent les autres. Pourquoi ne pas passer à l'action directe et imposer un bail d'exploitation au propriétaire.

Ainsi, le roi-tourisme descendrait un peu de son trône, momentanément bloqué par une agriculture malgré tout bien chancelante.

PAUL K.



ECOLE SERVICE SOCIAL

6 LICENCIEMENTS



Ce qui est sûr c'est qu'il manquent pas d'air (NDR)

Depuis vendredi 23 Mars 1979, le personnel de l'Ecole de Service Social de Nantes, dans son ensemble, est en grève pour REFUSER LE LICENCIEMENT DE 6 PROFESSEURS. Cette école privée, gérée par une association loi 1901, accueille 120 étudiants et forme en 3 ans 40 assistants sociaux diplômés d'Etat. Les ressources financières de l'école sont à 95% assurées par une subvention du Ministère de la Santé et de la Famille. L'école est gérée par un Conseil d'Administration de 18 membres, tous bénévoles, qui comprend notamment :

BERTRAND, Président qui siège au conseil comme représentant les usagers du Service Social (U.D.A.F.) et est, par ailleurs, directeur de la M.S.A.

DE KERANGAT, vice-président, qui siège au titre d'administrateur de la M.S.A.

DELAGE, trésorier, qui siège au titre de la C.A.F. dont il est directeur.

Des représentants des Conseils Généraux de L.A et de Vendée, du Conseil Municipal, de Nantes, du Patronat, ... et des professeurs en Service Social.

L'objet du C.A. est de veiller à la bonne marche financière et pédagogique de l'école et aussi fournir de "bons professionnels". Depuis 1974, 6 professeurs sont intégrés partiellement par des contrats annuels à l'équipe de formation et au fonctionnement de l'école. Or, prenant prétexte d'un déficit budgétaire pour l'exercice 78 et d'une incertitude quant au montant de la subvention pour l'exercice 79, le C.A. a décidé unilatéralement de prendre "des mesures conservatoires", c'est à dire de dénoncer le contrat des 6 enseignants pour la prochaine année scolaire... Ces professeurs seraient éventuellement réintégrés si la subvention ministérielle était suffisante, mais sous une forme qui reste à déterminer...

Si, pour le C.A., il ne s'agit que de "mesures conservatoires" pour le personnel c'est un licenciement collectif qui entraîne le démantèlement de la pédagogie en cours. Cette remise en cause du statut du personnel enseignant (qui était déjà un statut minimum) est le moyen pour l'administration d'une reprise en main d'une institution dont elle estime ne pas contrôler suffisamment le produit fini : les assistants sociaux. Les 3 dernières années qui ont vu 2 grèves dures à l'initiative des étudiants pèsent lourd dans la balance aujourd'hui... pour certains notables du C.A., il ne fait pas de doute que tout cela est le résultat d'une pédagogie trop peu directive et d'une direction pas assez "musclée". Il faut casser tout cela avant qu'il ne soit trop tard : c'est à dire en licenciant une partie du personnel pédagogique (6 sur 12).

A la lumière de cette explication apparaît un nouvel aspect des faits bien différent de celui proposé par les responsables de l'Ecole. Il s'agit d'une application de la loi sociale qui régleme depuis 1975 le fonctionnement des institutions sanitaires et sociales. En effet, par le truchement du budget, l'administration vise non seulement à remettre en cause les fragiles garanties d'emploi obtenues par les enseignants de l'école, mais également à renforcer le contrôle et la normalisation sociale de cette institution de formation.



De plus, si la plupart des écoles de formation de travailleurs sociaux ont des difficultés budgétaires, l'Ecole de Service Social de Nantes INAUGURE : elle est la première à résoudre ses problèmes par le licenciement. Alors que le Ministère avait dit clairement dans une lettre du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales des Pays de La Loire du 14 Octobre 76 : "l'assurance peut-être donnée au personnel en fonction dans les écoles, que les licenciements pour raisons économiques seront évités!" BRAVO !!! On nage en pleine contradiction.

Le Personnel en grève.

PRÉCISIONS

Ajoutons que :

- 1) Les 6 licenciés, comme par hasard, sont extérieurs aux professions du travail social. Ils sont psychologues, sociologues, etc... On les accuse d'avoir introduit le "désordre" dans la "profession".
- 2) Le Conseil d'Administration comporte, en plus des personnes citées, une brochette de notables issus, qui du Travail Social lui-même, qui du patronat "catholique du progrès" (Décré, pour ne pas le nommer), qui du Conseil Municipal de Nantes : en la personne de Moreau, conseiller PCF. Moreau, étouffant sous la joie de sa victoire aux cantonales (il a battu le socialiste Milpied : quel pied !) n'a pas eu le temps, en dix jours, de répondre à la lettre envoyée par le personnel de l'école...
- 3) Moreau, Décré, De Kerangat et cie auront une bonne occasion de s'expliquer devant tout le monde : le conseil d'Administration des licenciements se réunit, à l'école même, boulevard Gustave Roch, Mardi 3 Mars à 17H. Une manifestation publique de tous les travailleurs sociaux, est appelée par le personnel en grève, pour ce jour, à cette heure. Ce ne sera pas triste. Venez.

PAS COURU ASSEZ VITE:

2 MOIS FERMÉ

On était loin lundi 25, de la mobilisation qu'avait suscitée l'arrestation des "5 otages" lors de l'enquête d'utilité publique en juin 1977. Faible soutien pour Dominique Guillot... ni militant connu, ni cas présentable... Il faut des gens socialement et politiquement bien définis pour que le soutien soit "assumable". Et puis la Justice, dont tout le monde à gauche s'entend pour faire une analyse radicale, aurait elle revêtu tout d'un coup un caractère acceptable, un rôle tolérable?

Le tollé général provoqué par la casse amène certains à réviser leurs opinions sur la répression. Peut-être que les antinucléaires calmes et responsables ne tenaient pas à tomber dans le panneau du Pouvoir, le fameux piège violence-répression... Comme l'indiquaient certains lecteurs dans le débat sur "la violence en jugement": "Il est quasiment impossible de le soutenir sans faire perdre des plumes au mouvement", fin de citation. Les Indiens dignes sont donc restés au chaud dans leur tipi et nous n'étions que quelques coyotes au palais de Justice (100 à 150 personnes). Peu de tuniques bleues visibles (mais on les sentait), les renseignements généraux, planqués derrière les cactus dans le Désert des Pas Perdus.

Dominique, 23 ans, sans profession, jamais condamné (contrairement à ce qu'a dit la Presse), il semble mal à l'aise dans le box, ce qu'utilisera le Président du Tribunal en lui faisant plusieurs fois répéter, en feignant de ne pas entendre. Le juge Quinault se taille actuellement au Palais une réputation de champion des lourdes peines. Pas le genre à y aller avec le dos de la cuillère. A tel point qu'il fait la quasi-unanimité contre lui au Palais: les lourdes peines qu'il donne, lors de ces jugements sont presque toujours réduits en appel... La Cour d'appel de Rennes ne fournit plus...

Dominique était accusé d'avoir "fraudemment soustrait une couverture au préjudice d'une personne non identifiée et de violences et voies de fait sur les

voies de faits sur les agents de la Force Publique". Ses déclarations au cours de la garde à vue, puis de l'instruction, puis de l'audience, sont contradictoires. Pas facile de rien dire, ni rien signer après s'être fait molester par les flics, seul face aux questions...

Le panneau de stationnement c'est pour "jeter sur les gardes mobiles" (instruction), "pour me protéger (audience)".

SUPER DUPONT

Le Président Quinault retrace les incidents qui ont conduit à l'arrestation de Dominique: affrontements rue des Halles, une vieille dame qui a été bousculée, une personne vous aurait répéré une fois rue des Halles, une autre fois dans la petite rue derrière Manufrance, l'intervention d'un commerçant (M. Marcel Lehman pour ne pas le citer, 1, rue des Halles pour être précis). Monsieur Lehman vient à la barre des témoins. Balèze, le commerçant. Genre Superdupont, sans brioche, ni bérêt. Un honnête super-citoyen qui n'a pas hésité à faire tomber, maîtriser un manifestant et le livrer aux forces de l'ordre: une sorte de milicien solitaire, chevalier de l'ordre urbain.



Emporté par son sens aigu de la collaboration avec l'ordre, il faiblerait presque, le commerçant: la dame, bousculée dont parlait le juge devient "une personne âgée qui a reçu un projectile et est tombée". Puis il explique qu'il a vu "des manifestants qui lancaient des boulons et des pavés (...)" il avait la couverture sur lui... pour se cacher (...), celui là, (regard vers le box) tenait un panneau de sens interdit, il s'en servait comme projectile... projectile oui, ... qu'il aurait eu pour se défendre". Le Président "un bouclier"? "oui, c'est ça".

Le Procureur Varin (jeune et agressif le bougre): "Cette couverture il n'avait nullement l'intention de remettre la couverture aux services de police... quand il s'intéresse aux forces de police, c'est pour tout autre chose... C'est un voleur, un violent. On n'en fera pas un martyr de la lutte antinucléaire. Les faits n'ont rien à voir avec la manifestation... La preuve, la condamnation des organisations qui le lundi ont désapprouvé et demandent des sanctions sévères."

Guillot est un de ces individus qui ne s'accomplissent que dans la violence... "sans travail et même pas inscrit au chômage". Le procureur demande 6 mois dont 3 avec sursis.

PLAIDOIRIE

Choucq, pour défendre Guillot, élimine d'abord la question du vol: "A propos de la couverture il y a une jurisprudence qui dit qu'une personne qui ramasse un objet abandonné sur la chaussée fait oeuvre de Salut Public. C'est à ce titre que les clochards qui font les poubelles ne sont jamais poursuivis ni les gens qui récupèrent phares, pneus, etc... sur les voitures abandonnées".

"Vous ne pouvez pas prouver qu'il y a vol juridique". Puis il répond au réquisitoire du procureur qui a brossé le portrait du casseur. Ramenons les choses à des proportions... la Mi-Carême c'était hier. Aujourd'hui, c'est fini les déguisements sont au placard". Puis il a parlé de Dominique: "il fait partie des 1 million 2 de chômeurs. Il a fini ses études en terminale sans diplôme ni formation professionnelle, essayant de survivre de vendange en récolte. "On lui reproche beaucoup... les déclarations du témoin sont confuses, douteuses... il y a à prendre et à laisser". "Dominique Guillot n'est ni Goldorak, ni Superman, il n'est pas le casseur. Ce n'est pas lui qui a fait tout ça: St. Lazaire, l'Opéra, Denain et pourquoi pas Téhéran. C'est l'un de ceux qui traînent leur misère au sein de la crise économique. Plus désorienté, plus oisif que certains peut-être, c'est pour ça qu'il est resté plus longtemps à la manifestation". "Et puis, c'est un dossier très original où pour la



première fois aucun policier ne vient déposer ni témoigner... Le Parquet lui-même a éliminé les contradictions dans les déclarations du commerçant, qui ferait d'ailleurs un excellent auxiliaire de police mais qui manque de métier".

Dominique Guillot n'est pas l'otage du phénomène de violence qui a eu lieu, c'est celui qui n'a pas couru assez vite", il demande la relaxe. Le Président consulte très brièvement ses 2 acolytes léthargiques, sans même sortir de la salle pour délibérer, ce qui est l'usage dans ce genre d'affaire. En moins d'une minute il annonce le verdict: 2 mois ferme: les jeux faits d'avance?

Nicolas

P.S. Cette peine de 2 mois à aussi un caractère dissuasif en ce qui concerne l'appel: le procès en appel aurait lieu dans un mois et la peine serait presque finie de purger.

CHENARD ET LES COYOTES

Les coyotes se sont ensuite rendus à la Mairie de Nantes pour remercier Mr. le Maire de son soutien actif à l'inculpé. On aurait bien voulu rencontrer aussi le ou les auteurs de l'article de "Ouest Unité" qui disait "ce sont des meurtriers" mais ils semblent avoir préféré la discrétion et l'anonymat.

Mr. le Maire n'était pas là pour recevoir les coyotes et ses cigares furent diversement appréciés. L'ambiance était goguenarde, les élus un peu tendus, les drapeaux descendus, en berne. Une discussion s'ensuivit dans la salle du Conseil, fastueuse, fraîchement cirée, ce qui permit quelques glissades et pas de danse du genre Holiday on Ice, petit budget. Les bro-

cats rouge et or, les voilages et les miroirs ne s'attendaient pas à une telle faune. C'était plus ou moins une occupation, symbolique, pacifique et temporaire de la Mairie. On se demandait un peu ce qu'on faisait là. (Chenard c'est pas Ouest Unité, et aller trouver une seule personne c'est plus facile mais pas toujours le bon truc à faire.) Les coyotes n'ont choisi qu'une seule cible pour affirmer leur protestation. Beaucoup ont dénoncé enfoncé le casseur ou au moins négligé de le défendre (et le procureur s'en est bien servi). Les plus virulents n'ont pas été le PS. Enfin aller à la Mairie ce jour là, c'était sûrement plus calme qu'à la Chambre de Commerce.

Nicolas.



autonomes réformistes ?

Je constate simplement que la violence est un piètre moyen pour exprimer sa détermination. IL ne s'agit plus seulement de modifier sa stratégie mais véritablement tous nos modes de pensée. C'est beaucoup moins facile.

Il est vrai que le flic, le patron sont d'authentiques agents du pouvoir dans leur rôle social. La mort du flic n'est pas la mort du pouvoir (...) et nous sommes tous à notre manière les

agents de l'idéologie dominante.

Il faut donc réinventer de nouvelles luttes. Imaginons l'arsenal de l'état rendu inefficace parce que la foule se met hors d'atteinte de sa violence. Il suffit de payer ses factures à l'EDF avec 2,5;20 chèques différents pour mettre en déroute les ordinateurs du nucléaire. Préférer le stérilisant "affrontement armé" voilà le véritable réformisme!

Je suis pour le sabotage matériel, dans les conditions sui-

vantes:

- que la cible soit bien choisie, et acceptée par la majorité de la population: parcmètres, chantier nucléaire...
- utiliser de petits commandos nocturnes, efficaces, appliquant les décisions prises collectivement auparavant. (Désolé pour les tenants des réactions épidermiques).

(extraits)

Un beurre-LU

RADIOSCOPIE D'UN

Les dures nécessités du travail du Dimanche, du bénévolat, et les contraintes de temps imposés par le travail au magnétophone ont nuï à la présentation de l'interview, la semaine dernière. Désolé. Voici la suite.

Jacques a d'abord parlé de l'accident mortel chez Dubigeon. Et de sa rage à lui, intérimaire d'un sous-traitant de Dubigeon : de n'avoir rien pu faire, ignoré par les syndicats. Comme s'il y avait deux classes ouvrières : la vraie, dont on s'occupe. Et la poussière. Il a parlé,

ensuite, des ouvriers de Dubigeon, et de leur attitude sur la question du Pellerin : le nucléaire et la violence, vu par le filtre... des civiles. Il continue.

- Comment on devient manoeuvre en intérim. - Dubigeon Nantes : les petits bagnes, à l'intérieur du grand, description du travail. - l'intérimaire gagne 2 fois plus, et deux fois moins. - Reflexion : ça nous ramène aux "autonomes"...

J.P.C.



INTERIMAIRE

(2)

● COMMENT DEVIENT-ON MANOEUVRE EN INTERIM, CHEZ DUBIGEON, A NANTES?

J'avais rien rien du tout comme travail. Je suis resté un temps assez incroyable sans travail. En plus de ça, vu que j'arrive du Marseille, je n'ai pas pu faire virer mon dossier à temps, ce qui fait que je n'ai pas d'indemnités, rien du tout, j'ai pris le premier boulot que j'ai trouvé avec 5,00 F de différence à l'heure. Un soudeur P 3 comme je suis, P 2 ou P 3, c'est actuellement entre 17,00 et 17,50 de l'heure en intérim.

Quand tu fais le compte, à raison de 160 h par mois, ça fait quand même une sérieuse différence: 160 h à 11,31 = 1809,60 F (paye de manoeuvre)

160 h à 17,50 = 2800,00 F (paye de soudeur: mon métier, en principe...) 1000, 00 F de différence. Pour l'instant, je suis là comme manoeuvre. Si il y a des soudures à faire à l'occasion, je les fais. Ça n'arrive pas tous les jours.

● En ce moment, un type qui n'a pas de boulot, qui fait des boîtes d'intérim, est ce qu'il trouve facilement du taf? Combien de temps il faut qu'il cherche?

J'ai fait tout le quai de la Fosse, tout le centre de Nantes, la drague des boîtes d'intérim... J'avais d'abord cherché pendant plusieurs mois une embauche fixe dans ma profession, sans rien trouver. Ensuite, j'ai rempli des quantités de fiches. Des dizaines de boîtes d'intérim. Avec demande pour sou-

deur, ruyauteur, tout ce qui touche à mon métier. On m'a dit: "Cher Monsieur...", rien. On n'a rien. Et je n'ai pas été appelé en tant que tel... Plus tard, ils m'ont dit "Est-ce que vous voulez du travail comme manoeuvre? J'ai dit oui".

Voilà, comment ça s'est passé. Un jour, dans une des boîtes d'intérim.

Par hasard je me pointe à dix heures du matin. Je dis: "Voilà, je suis soudeur". La bonne femme: "On vient de décrocher un contrat". C'était pour un bateau ancré à St. Nazaire, souder des trucs dans la cale. Il leur fallait du personnel tout de suite. Eux, ils avaient du personnel. Seulement, il fallait le temps de le contacter etc... J'ai eu le bonheur de me trouver dans la boutique. On m'a dit: "Vous avez votre bleu sur vous?" Je l'avais dans la voiture... Et hop, j'ai été embauché à 14 h, pour 20 heures de travail, d'affilée. Comme soudeur.

La bonne femme m'avait dit: "Si vous me rendez ce service là, si vous prenez votre cote, votre bleu, si vous y allez tout de suite... Et d'une vous êtes bien payé, à 100 % (C'est un travail de nuit); de deux heures de l'après midi à dix heures du matin". J'ai eu deux paniers. Je ne peux pas dire que j'aie été mal payé... Si, ils ont essayé de m'extorquer sur d'autres trucs, sur des primes... Bon je leur dis, c'est pas tout ça, je vous rends service, mais j'ai besoin de travail... Ils m'ont dit: "on a besoin d'un manoeuvre

chez Dubigeon." Bon. J'y vais. C'est tout. Entre le moment où j'ai fait ma première boîte d'intérim, et le moment où je me suis retrouvé chez Dubigeon, un mois à chercher du travail. Un mois inscrit comme demandeur. Je passais tous les matins, une trentaine de boîtes, facile. Au début aussi à Nantes j'étais effaré par le nombre de boîtes d'intérim. Je suis même allé chez BIS. C'est pour dire. BIS, TODEPA, INTERIM 2000 etc.etc... Le matin tu croises les mecs qui font le même circuit. plein de mecs...

Voilà comment je suis devenu de soudeur, manoeuvre...

● Ils font exprès, les marchands d'hommes?

C'est pas systématique. Ils ne l'ont pas fait exprès. S'ils embauchent des manoeuvres, c'est des manoeuvres. Mais s'ils tombent sur le fait qu'il y ait des menuisiers, des serruriers, ou autres, tant qu'à faire, si on a l'occasion de les utiliser dans leur domaine, on les utilise. Ils sont embauchés comme manoeuvre. On m'a demandé de faire de la soudure, j'ai fait de la soudure. On te fournit un poste à souder, des baguettes. On m'avait demandé une embauche comme soudeur, on m'avait dit que y'en avait pas.

Il faut voir aussi les conditions de travail sur le chantier naval, le nombre d'heures, la sécurité. C'est assez dégueulasse. Faut voir aussi que sur les chantiers, actuellement il n'y a pas de boulot: on en profite au maximum pour presser les gens.

● Pas de boulot: en conséquence de ça, les mecs lèvent le pied? ou au contraire, ça bourre, travail du samedi, etc...?

Le samedi, on, quand même. Mais je connais des mecs de Dubigeon qui font 50 heures par semaine. Les syndicats demandent 35 heures. Et en pratique, c'est 50 heures. Pourquoi? Il y a un gars qui est tombé malade, ou il y en a un qui est en vacances, et personne pour le remplacer... Et puis on n'embauche pas. Du coup il y en a un qui fait double d'heures. Ou bien les heures sont réparties sur deux trois mecs. Et les trois quart des mecs employés par les sous-traitants font un nombre d'heures phénoménal...

● C'est l'intérimaire, le sous-traitant, l'ouvrier qui veut faire toutes ces heures où c'est le chef qui le pousse?

C'est lui, disons, ça l'arrange. Parce qu'avec ses 11,31 F il faut faire des heures, si on veut que ça paye. Mais c'est la boîte qui lui demande: "Ecoute, maintenant, tu as fini ton travail d'atelier, tu vas monter à bord".

● Les ouvriers de Dubigeon, je ne parle pas des syndicats, des militants, je veux dire l'ouvrier moyen, de base, comment ils se comportent avec l'interimaire?

Quand on a le malheur de leur dire combien on touche en tant que salaire, automatiquement, tu vois bien la gueule du mec, c'est tout juste s'il ne te plaint pas. Il te dit: "ben mon pauvre vieux". Voilà(...)
L'attitude des mecs du Dubigeon par rapport aux intérimaires, elle est d'ailleurs meilleurs que ce que j'ai pu voir ailleurs. Meilleure, c'est à dire que je vois ça en tant qu'intérimaire d'une boîte sous-traitante, et non pas en tant qu'intérimaire embauché par Dubigeon, là je ne sais pas.
Mais, l'attitude qu'ils ont par rapport aux intérimaires des boîtes sous-traitantes, c'est que, à la limite, ils sont à même de te plaindre. Mais je pense aussi que c'est propre à Nantes, ou aux Chantiers Navals. Tout le monde sait qu'il n'y a pas de boulot et, les ouvriers de chez Dubigeon savent très bien que les intérimaires, c'est pas un choix. Ils te plaignent, c'est tout ce qu'ils savent faire.

● Ailleurs, dans d'autres endroits où tu as pu aller, les ouvriers considéraient les intérimaires comme des salauds comme des cons ou quoi? -

Pas comme des salauds. Enfin, à peu près comme des salauds, à partir du moment où on estime que toi, en tant qu'intérimaire, tu te fais plus. Ce qui est vrai.
Un soudeur intérimaire, à Paris, va se faire plus qu'un soudeur embauché par une boîte.

● Comment il peut se faire plus, si le taux horaire est inférieur? -

Avec les primes, surtout le déplacement. Les horaires aussi, un intérimaire fait souvent plus d'heures. Encore que chez Dubigeon, en ce moment, ils font énormément d'heures. Il y a des intérimaires qui font entre 60 et 70 heures par semaine, à 11F31 de l'heure c'est pour dire, ça finit quand même par payer.

● Une époque, on disait: "Les intérimaires, une partie d'entre eux, surtout, parmi les jeunes, sont des gens qui souhaitent l'être. Travailler de temps en temps. Ne pas bosser à fond..

- C'est faux. Ce n'est pas un choix. C'est des gens qui n'ont pas autre chose. Qui sont OBLIGÉS de passer par des boîtes d'interim, pour trouver du travail, parce qu'ils n'ont pas de travail ailleurs.. Si Dubigeon n'embauche pas, et s'il embauche des intérimaires, par l'intermédiaire d'une boîte, ils se font embaucher comme ça. Point. A supposer que Dubigeon ait besoin de 3000 personnes, pour dire un chiffre comme ça, en l'air. S'il a que 1000 employés à lui, ou 2000, qu'il ait besoin de 1000 autres, il n'embauchera pas... Il y a des intérimaires qui bossent un an, deux ans, chez Dubigeon. Par la

même boîte d'interim... En principe au bout de trois mois la boîte d'interim doit lui faire un contrat.. Mais ça c'est des paroles en l'air.

● Est ce qu'il y a des intérimaires qui sont foutus à la porte pour un conflit?

Actuellement non, pas sur Nantes

● Les chefs tolèrent que les mecs gueulent ou les mecs ne gueulent pas?

Je pense qu'il doit y avoir une question de proportion dans tout ça. A savoir que si les mecs gueulent de trop, ou si il y a trop de mecs à gueuler, alors là, ils n'ont pas intérêt à les foutre tous à la porte. Une boîte sous traitante qui embauche un intérimaire, elle l'embauche pour un temps de travail indéterminé, mais qui pour eux par exemple, est plus ou moins déterminé. Ils savent à peu près. Ils embauche un manoeuvre pour tirer de boyaux sablage et autre, ils le forme en 15 jours, 3 semaines. S'ils voient que le mec est bon, ils le laissent à bord, ou ils le laissent en atelier, ou ils lui donnent un travail. Bon, s'ils le foutent en l'air, ils sont obligés de reformer un gars. Alors, s'il y a une équipe de 10 qui se met à gueuler, ça fait mal. Ils peuvent pas tellement, en fait, c'est rare!

(LA FIN LA SEMAINE PROCHAINE)



— mercredi 4 — PONT MORAND —

C'est parce que nous, lycéens, lycéennes, refusons le plan Beullac dans son ensemble, c'est à dire :

- la suppression de postes de profs (80 sur Nantes) et donc les classes surchargées.
- le démantèlement des LEP au profit des établissements privés et de l'apprentissage qui fournissent de la main-d'oeuvre à bon marché au patronat.
- la répression administrative...

C'est parce que nous refusons la perspective du chômage, seule issue possible après le lycée ou le LEP, que la coordination lycéenne appelle à une manif le mercredi 4 avril. Départ Pont Morand à 14H30 vers le Rectorat où nous déposerons notre cahier de revendications, (25 élèves par classe, un budget adapté aux besoins...)
Nous avons à exprimer notre colère. Coordination lycéenne de Nantes.

DUBIGEON

le temps des comptes

"La classe ouvrière existe-t-elle"? C'est la question que posait récemment un professeur de droit en constatant l'intégration de la classe ouvrière dans les structures juridiques de l'entreprise (droit syndical, comités d'entreprise) et plus généralement dans la vie politique. Légalisée, la classe ouvrière aurait perdu sa puissance révolutionnaire et jusqu'à son identité. La question mérite cependant d'être discutée à la lumière d'événements récents dont, à Nantes, la condamnation des syndicats CGT et CFTD de Dubigeon à payer une forte amende pour "grève illicite".

À l'automne 1977, la décision directoriale d'installer des pointeuses à l'entrée du chantier avait provoqué une grève massive, surprenante par sa soudaineté, et sa violence. "L'affaire des pointeuses" avait servi de détonateur à une inquiétude générale des ouvriers quant à l'avenir de Dubigeon au moment où le plan Davignon prévoyait une réduction brutale des effectifs de la Navale. Sous prétexte d'économie, la direction instaurait un contrôle extrêmement strict de tous les faits



et gestes des ouvriers à l'intérieur du chantier, rognant sur les temps de repos, excluant la durée des transports du temps travaillé.

Deux mois de grève dure, les non-grévistes mis en déroute mais, au bout, la défaite ouvrière dans une atmosphère de querelles syndicales.

La direction n'avait pas attendu longtemps pour faire savoir qu'elle se réservait la possibilité de poursuivre les syndicats en justice. Le 28 janvier 1979 devant le tribunal de Grande Instance de Nantes, la direction de Dubigeon exigeait le paiement des dommages causés par la grève "exercée irrégulièrement parce que les syndicats, au lieu de porter l'affaire devant les prud'hommes, ont usé de la voie d'insubordination". De plus "des entraves à la liberté du travail des violentes exercées à l'intérieur du chan-

tier et une occupation des lieux ont provoqué un maximum de dommages alors qu'une grève conduite dans la légalité aurait pu les diminuer".

Raisonnement vicié qui soumet l'exercice du droit de grève à des conditions plus restrictives que ne le prévoit la loi. Il est particulièrement grave que les tribunaux condamnent les syndicats CGT et CFTD à payer une provision de 40 millions et avalisent sans discuter les thèses patronales. Les juges n'ont pas cru bon de s'arrêter aux motifs profonds de la grève de 1977, le démantèlement de LA NAVALE.

Bien sûr, les syndicats ont protesté contre cette atteinte au droit de grève. Va-t-on vers une nouvelle épreuve de force pour ne pas payer ces 40 millions? C'est probable. C'est souhaitable. Souhaitable qu'un coup d'arrêt soit mis à la lente érosion des droits syndicaux. G.D.

PAS D'ACCORD

(memoires d'1 manoeuvre)

Je viens de lire APL n°69 et je voudrais dire quelques mots sur l'article Dubigeon, memoires d'un manoeuvre.

Pour ce qui est de l'accident des copains, les syndicats n'ont peut-être pas fait ce qu'il fallait. La critique est toujours facile!

Pour ce qui est des affichages (debrayages, collectes, info. syndicales) ce que raconte votre narrateur est faux. Des panneaux sont mis dans les ateliers, les têtes de cales, les passerelles, un peu partout mais il n'y a pas d'affichages spécifiques à DN. Tout le monde peut consulter ces panneaux, qu'il soit de DN ou de l'extérieur (intérim, sous-traitant, les 2).

Pour les distributions de tracts (voter ou débrayer) la distribution se fait aux entrées

principales du chantier pour justement toucher tout le monde et non aux fameuses pendules comme on voudrait le faire croire.

Pour ce ^{est} que les manifs les gars du chantier (avec d'autres aussi) n'ont pas à se vanter d'être les plus durs mais il faut reconnaître qu'ils ne sont pas les derniers et malgré les histoires internes CGT-CFTD.

Sur le nucléaire, c'est à croire qu'au chantier il n'y a que des pêcheurs de civelles. Faudrait pas exagérer: il y a des gens très conscients du danger nucléaire (sans pleurer sur les civelles) et qui font des analyses sérieuses du danger, des expropriations, des problèmes de l'emploi, des choix de société.

Quand on dit que chez DN ils ne sucent pas de la glace c'est peut-être vrai pour certains mais là aussi il ne faut pas abuser (le patron a employé

aussi ces arguments à une époque pour salir l'image des métallos!)

Il y aurait bien d'autres remarques à faire de l'article de ce Jacques intérimaire. Pour résumer, chez DN: il y aurait des alcooliques, des vieux des raleurs, des pêcheurs de civelles, des + ou - casseurs, des gens pas tellement informés.

Je trouve regrettable que l'APL ne sache qu'apporter des informations parfois complètement fausses, souvent plus ou moins déformées suivant celui qui fait l'article alors que son rôle était de faire une information locale plus précise et plus juste que les mass-media.

N'étant qu'un (rare) jeune sobre, ne pêchant pas la civelle, anti-nucléaire informé, mais travaillant chez Dubigeon comme ouvrier dans les bords de bateaux, j'espère que celui qui me lira excusera les fautes (car chez DN nous ne sommes pas tellement écrivains).

répression

en Bretagne



23 MILITANTS TOUJOURS EMPRISONNES -

23 militants bretons sont actuellement détenus dans les prisons de Fleury-Mérogis, Fresnes, Melun et la Santé.

16 d'entre eux sont internés depuis plus de 9 mois. Ils sont maintenus en détention préventive dans l'attente de leur procès devant la Cour de Sureté de l'Etat, Tribunal d'exception, et ignorent totalement lorsqu'il aura lieu.

Ils se voient obstinément refuser le statut de prisonnier politiques dont ils devraient légalement bénéficier.

Enchaînés et brutalisés durant les transferts, tenus dans l'isolement le plus total, leurs conditions de détention se dégradent sérieusement et sont volontairement durcies par les exécutants de l'appareil répressif au service du pouvoir étatique et de ses dirigeants; les autorités pénitentiaires tentent ainsi de supprimer la contestation et d'affaiblir le moral des prisonniers.

Malgré cela, la plupart d'entre eux ont fait une grève de la faim très longue, ainsi qu'une grève de l'instruction pour alerter l'opinion publique. Les médias, complices du pouvoir, les ignorent; elles filent et censurent toute information ayant trait à ces militants ou à la répression qui s'abat aujourd'hui sur toutes les luttes!

L'état répond à toutes les luttes populaires légitimes par l'ignorance, le mépris et la force, laissant se détériorer partout la situation, la dégradant même volontairement comme il le fait en Bretagne:

- fermetures d'usine, chômage, émigration forcée...
- implantation de camps militaires aux détriment des agriculteurs et de l'économie bretonne
- implantation de centrales nucléaires qu'on veut nous imposer comme remède miracle!

- destruction systématique de notre patrimoine naturel malgré les protestations de plus en plus importantes.

- ethnocide et écrasement de la personnalité bretonne en détruisant la langue, en l'interdisant dans l'administration, en "déculcurisant" la population.

Pourtant contre cette destruction et cette asphyxie économique et culturelle, la prise de conscience et la résistance du peuple breton se développent, mais elles doivent aujourd'hui aussi lutter contre la répression qui prend une ampleur dangereuse pour la liberté de chacun.

Ces 23 militants emprisonnés aujourd'hui ont été privés de tout soutien dans la population grâce à la propagande mensongère et calomnieuse des médias. Quant aux mouvements et partis, politiques ou autres, faisant stupidement le jeu du pouvoir, ils se sont désolidarisés et désintéressés d'eux et des revendications qu'ils avaient à exprimer!

Se sont-ils au moins informés?

Qu'ils sachent que ce ne sont pas de pauvres extrémistes irresponsables mais des militants qui ont suffisamment fait preuve de leur responsabilité dans les mouvements écologistes (Le Karvantec dirigeait la clinique d'oiseaux mazoutés lorsqu'on nous a balancé l'Amoco-Cadiz Péresse, Comité anti-marée noire, Le Guellec, Herjean, dans les luttes anti-nucléaires, antimilitaristes, Puilhandre..., syndicalistes, ouvriers et paysans, Salomon, Le Guellec, Le Fouest.)

Nous ne prenons pas position quant aux actes qui leurs sont reprochés, souvent même sans preuve, sur de simples soupçons, car le but est de s'élever contre la répression qui s'abat sur tous les militants, et d'en faire prendre conscience.

Nous devons dénoncer la première violence de l'Etat et réagir face à la répression.

Nous réclamons:

- la libération des prisonniers politiques
- la dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat et de les tribunaux d'exception
- une information réelle qui ne soit pas tronquée et écartée par le pouvoir pour un meilleur endoctrinement des populations.
- le respect de la convention européenne des Droits de l'Homme dont la France est signataire. ■

Comité Breton Anti-Répression de Nantes

Votre parole en notre faveur peut-être entendue. Pour cela le Comité Breton Anti-Répression met à la disposition de tous les intéressés des pétitions, des tracts, et informations. Demander et retourner les pétitions à l'adresse suivante:

Youn Chaillou-Dematz
1, rue Charles Dullin
N A N T E S

Depuis plus de huit mois, seize bretons sont emprisonnés à Fleury-Mérogis, Fresnes et la Santé en détention préventive.

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, huit mois de détention étant injustifiables pour un innocent, il est urgent et indispensable que des mesures soient prises à l'égard des détenus politiques bretons.

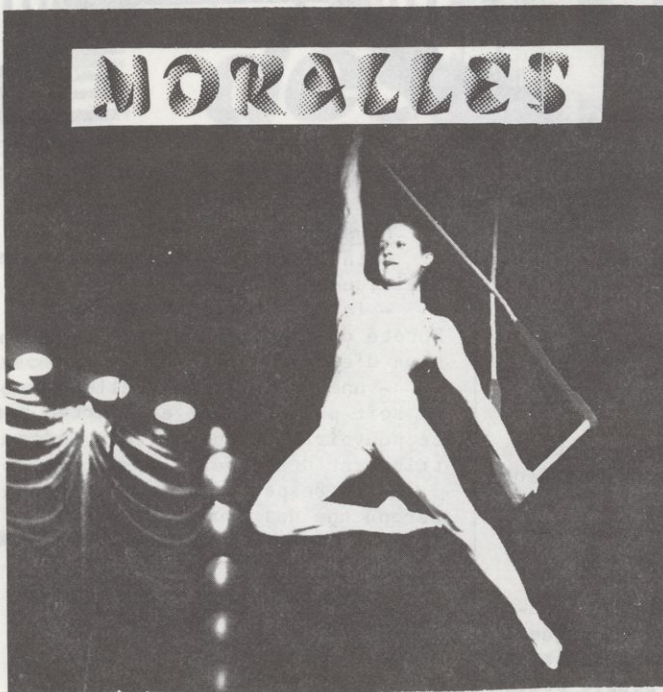
Dans l'attente d'une décision rapide, veuillez agréer, Monsieur le

Pour le COBAR-PARIS, le secrétaire.

Copie de lettres adressées à :

- M. Le Procureur BETEILLE
Palais de Justice de Paris
4 bd du Palais 75001 PARIS
- M. Jean-Marie GONNARD
Cour de Sureté de l'Etat
71 rue St Dominique
75007 PARIS
- M. Alain PEYREFITTE
Garde des Sceaux
13 place Vendôme
75001 PARIS.

quel cirque !



Le cirque Moralles, créé en 1971, de toutes pièces car ni lui, ni sa femme ni les membres de l'équipe ne sont, à l'origine, des gens du voyage. Réunis par le même amour, ces fous du cirque viennent de tous les horizons. Ancien éducateur, l'administrateur du cirque, Dominique Odé, a abandonné son premier métier et n'hésite pas à enfiler l'habit du clown blanc. L'auguste, lui, est un ancien électricien. Quant à Alain Simonet, il a plaqué sa planche à dessin et son tire-lignes pour coiffer la casquette de préposé aux relations publiques du cirque Moralles.

En tout, ils sont vingt-cinq, répartis dans dix caravanes. Chaque famille a la sienne, les célibataires s'en partagent

deux, tout pour un mais chacun pour soi, c'est sans doute le secret de leur entente.

Quelques fausses notes au milieu de l'enthousiasme : « Certaines municipalités, disent-ils, nous considèrent comme des brebis galeuses, semeurs de désordre, trublions, baladins, presque voleurs d'enfants... Et pour nous dissuader de nous installer chez elles, elles exigent de nous des sommes exagérées. Heureusement, les maisons des jeunes et de la culture sont plus compréhensives et font très souvent appel à notre spectacle.

« Ce que nous voulons, c'est garder la tradition du cirque itinérant, mais à l'échelle humaine. Le music-hall n'est pas le cirque. Notre idéal ne s'appelle ni Bouglione ni Jean Richard... »

La Fédération des Centres de Loisirs organise durant les vacances de Pâques 79 une tournée "originale" du Cirque Moralles. En effet, le chapiteau sera installé dans les quartiers populaires de Nantes. (cf calendrier joint).

L'après-midi une parade "à l'ancienne" aura lieu dans le quartier avec les enfants du Centre Aéré.

Ces enfants pourront bénéficier de places gratuites et même présenter un numéro le soir sur la piste, enfin 15 jeunes nantais de 12 à 16 ans vont vivre avec le cirque du 9 au 18 avril et connaître la vie des enfants du voyage, ils aideront à l'installation du chapiteau, à l'entretien des animaux, durant le spectacle ils pourront être garçons de piste, tenir un projecteur, vendre des programmes ou présenter un numéro de clowns.



La Fédération des Centres de Loisirs Educatifs de la ville de Nantes
54 rue d'Allonville, tel: 74.57.70.
PRESENTE :

LUNDI 9 AVRIL : Place de la Cremerie, St Herblain.

MARDI 10 AVRIL : Place Esnault Leschatelet, Sud Loire.

MERCREDI 11 AVRIL : Place de la Haluchère, Bottière, Pilotière.

JEUDI 12 AVRIL : Place de Prague, Malakoff.

VENDREDI 13 AVRIL : (emplacement à déterminer), Rezé.

SAMEDI 14 AVRIL : Place Petite Hollande, Centre ville.

DIMANCHE 15 AVRIL : " " "
LUNDI 16 AVRIL : " " "
MARDI 17 AVRIL : Place Zola, Bellevue, Bourderies.
MERCREDI 18 AVRIL : Parking HLM Boissière, Boissière.

Spectacle à 20H. Animation dans les centres aérés en après-midi.

Prix des places : 13F. pour les enfants et groupes.
20F. pour adultes.

(tarif spécial pour les familles nombreuses)

Pour tous renseignements : Michel LEFEVRE, Fédération des Centres de Loisirs Educatifs de la ville de Nantes, 54 rue d'Allonville
44000 Nantes tel : 74.57.70.

GRAVURE

La GALERIE ATELIER ART VISION
15 AV. ST ANNE.

44100 NANTES.

PRESENTE :

du 6 Avril au 4 Mai 1979
de 15H à 20H.

Tous les jours sauf lundi.

"POUR LA GRAVURE ?"

exposition des gravures de René BONARGENT, Daniel BUSTO, Jacques CASREX, Gilbert DUPUIS, Alain KIRILI.

Catalogue 15F.

L'heure est grave pour les graveurs, dès lors qu'il leur faut aborder l'unique et la série.

Ce questionnement contemporain apparaît dans l'exposition avec les oeuvres de BONARGENT, CASTEX et les huit aquatintes de KIRILI. Avec DUPUIS, la gravure s'enrichit du monotype, de la superposition et de la transparence des papiers. Quant aux plaques de cuivres de BUSTO, à peine égratignées et maculées, elles posent la question de savoir qui de la plaque ou du papier, fait la gravure (l'oeuf ou la poule ?) en nous renvoyant aux pulsions fondamentales qui font que la gravure ne serait que du graffiti souillé.





LA SEMAINE



MARDI 3

- 17h : manifestation des travailleurs sociaux devant l'école de service social, bd. Gustave Roch, Nantes
- 18h : "1975-1980-1'avortement en question" meeting à la Bourse du travail, rue A. Leloup, Nantes.
- 20h30: Anthony Braxton, jazz, salle Vasse, Nantes. 20 et 30 F.
- 20h : débat contradictoire sur la nécessité et les dangers des vaccinations, faculté de médecine de Rennes.

MERCREDI 4

- 14h30: manifestation lycéenne contre le plan Beullac, départ Pont-Morand, Nantes. Cinémercredi, salle Vasse
- 14h30: "Bonjour éléphant"
- 17h : "Butch Cassidy et le Kid" Cinémathèque, salle vasse
- 20h30: "Papa longues-jambes" avec F. Aostaire
- 22h30: "Le milliardaire" avec Y. Montand
- 20h30: réunion du CRIN-facs 26 bis bd. Robert Schuman Nantes.

JEUDI 5

- 20h30: "Larzac" film-témoignage et prise de conscience, salle des fêtes de Blain.

VENDREDI 6

- 21h : "Yueh-Lung", théâtre d'ombres chinoises, Mjep St-Nazaire.

SAMEDI 7

- 8h30 : stage électricité avec à Culture et Liberté, tel. 48.48.16
- 17h30 : début du festival de poésie nue et populaire, 40, rue J. Jaurès, Rezé.
- 20h30: MALICORNE, folk français à Vertou.
- 15h et 20h30: "La Bombe" de Peter Watkins, centre social de la Bernadière, Nantes.

LUNDI 9

- 20h30: réunion du comité Larzac FJT Vincent-Gache, Nantes.
- 20h : représentation du cirque MORALLES, place de la Crémeterie, ST-Herblain.

MARDI 10

- 20h : cirque MORALLES, place Esnoul Leschatelet, Sud-Loire.

MERCREDI 11

- 20h : cirque MORALLES, place de la Haluchère, Bottière-pilote, Nantes.

CHOMEURS

NANTES NORD



Sur Nantes-Nord, pendant la grève de Brissonneau, 2 réunions d'information ont eu lieu. Suite à quoi les différentes associations partie prenante de cette information se sont posés le problème plus général des chômeurs.

Pour essayer de faire le lien entre les boîtes et le quartier, pour faire en sorte aussi que ce soient les chômeurs eux-mêmes qui tentent de se prendre en charge, une initiative a été prise. Un Comité a été créé sur le quartier avec des permanences régulières. Elles se tiennent au Centre Social du Bout des Landes le mardi de 15h à 19h, avec pour objectifs:

- l'extension des droits des chômeurs
- la résolution des problèmes administratifs
- la lutte contre les coupures EDF, Gaz, eau, etc...

Sommaire

DIVERS

- *Alerte. !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!p.2
- *Itinéraire festif.....p.2

ARMEE

- *Cross en l' air.....p.34

FEMMES

- *La rue es t à nous.....p.5, 7
- *BD: Raoul Mattechot.....p.6
- *Avortement.....p.7

NUCLEAIRE

- *Il nous faut des morts!.....p.8
- *La Civelle au Pellerin.....p.9, 10

PAYSANS

- *Guérande: camping supprimé ? ..p10

ECOLE

- *Service social: 6 licenciements.p11

ORDRE URBAIN

- *Pas couru assez vite: 2 mois ferme !.....p12-13
- *Chénard et les coyotes.....p13
- *Autonomes réformistes?,,,.....p13

OUVRIERS

- *Radioscopie d'un intérimaire..p 14-15
- * Pas d'accord(Dubigeon)p 16
- *Dubigeon: le temps des comptes.p 16

ECOLE

- *Manif lycéennep 15

MINORITÉS

- *Répression en Bretagnep 17

CULTURE

- *Quel Cirque!.....p18
- *Gravures.....p18
- * Poétic-tacp19
- * Mots croisés.....p19
- *Petite Annonce.....p19

ABONNEMENT APL

- Un trimestre : 12 numéros : 35 F. Soutien : 50 F.
- Un semestre : 24 numéros : 70 F. Soutien : 100 F.
- Un an : 48 numéros : 140 F. Soutien : 200 F.

NOM : Prénom :
 Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

- 3 numéros gratuits 8 numéros 15 F.
- Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

Les textes peuvent-être apportés toute la semaine.
 Le vendredi de 16H à 19H30 réunion de rédaction ouverte à tous.
 A partir de 21H discussion générale sur tous les sujets d'actualité.



PERMANENCES

tous les jours : 17H-19H
 Téléphone : 76.26.33